

[Text]

Mr. Hockin: I cannot, of course, scoop the summit. I have no idea exactly what it is going to do in detail. But clearly the plight of the poorest countries is going to be part of the agenda. In fact, the priority of concentration of the heads of governments and the whole developing-country question, I understand, will be on the poorest countries. Therefore this facility, since it speaks directly to that particular problem, especially sub-Saharan countries. . . I think you will see some joint resolutions on this, dealing with the poorer countries. But the exact content I am not privy to. what the various governments are looking at in terms of rough drafts and so on.

• 1310

Mr. Manly: You have included with your background papers a list of the countries that have contributed to the ESAF. The United States is very notable by its absence from that list. Yet I understand that by virtue of its position within the IMF and this being an IMF fund the United States will continue to have a major voice sitting on the board of directors of the IMF as to where these funds are allocated. Could you confirm that? How do you feel about that? How does the Canadian government feel about contributing to a fund that is not being contributed to by the United States and yet where the United States will have the major voice?

Mr. Hockin: I think this should be made clear. We do not know, after the dust settles and Congress finally grapples with this, whether Congress will not in fact come forward with some funds. The Americans have made their generous contribution to a general capital increase to the World Bank. That was their first priority, and that they have fulfilled.

In terms of the enhanced SAF, the drama is not over. I think the Government of Canada and the G-7 countries expect the Americans to make a contribution before the curtain falls on this round of discussions. So it would be premature to try to answer your question, because we are hopeful that they will be part of it.

Mr. Layton: I would like to thank the minister for joining the committee on what is a bit of a hectic day on the Hill and ask him for clarification. In his statement there is a reference to the countries that would benefit most being primarily located in sub-Saharan Africa. Can you indicate to us just how broad a definition that is? Does it go as far south as the south central African states like Zambia, Botswana, and so on, or is it that particular line of states that come into what we think of as the sub-Saharan area?

Mr. Hockin: Let me just give some countries, read them into the record. This is not an exclusive list, I am

[Translation]

M. Hockin: Évidemment, je ne peux pas dévoiler ce qu'on a l'intention de présenter au Sommet. De toute façon, je n'en connais pas tous les détails. Il est évident que la situation critique dans laquelle se trouvent les pays les plus pauvres y sera abordée. De fait, le sort des pays les plus pauvres et des pays en développement recevra la priorité lors des discussions des chefs d'État. C'est pourquoi ce mécanisme, puisqu'il vise précisément à alléger ce problème, particulièrement dans la région subsaharienne. . . Je crois que certaines propositions concernant les pays les plus pauvres seront formulées lors du Sommet économique. Cependant, je ne connais pas les détails de ces propositions éventuelles; en effet, je ne sais pas ce que les divers chefs d'État sont disposés à proposer.

M. Manly: Vous avez inclus à vos documents la liste des pays qui ont contribué à cette initiative, la Facilité améliorée d'ajustement structurel. Or, les États-Unis brillent par leur absence. Mais je crois savoir qu'étant donné la position de ce pays au sein du FMI et puisque la FAAS est un fonds qui se rattache en quelque sorte du Fonds monétaire international, les États-Unis continueront à occuper une place prépondérante au conseil d'administration du Fonds monétaire et à avoir voix au chapitre sur la répartition des crédits. Pouvez-vous me confirmer cela? Que pense le gouvernement canadien d'avoir à contribuer à un fonds auquel ne participent pas les États-Unis, mais au sujet de l'utilisation duquel les États-Unis ont quand même voix au chapitre?

M. Hockin: Il faut préciser une chose. Une fois que tout cela sera tassé et que le Congrès se sera saisi de la question, nous ne savons pas véritablement s'il ne décidera pas d'y participer financièrement. Les Américains ont très généreusement accordé une augmentation de capitaux à la Banque mondiale, parce que c'était la priorité qu'ils s'étaient fixée. Ils ont donc ainsi atteint leur objectif.

En ce qui concerne la participation à la FAAS, l'action ne s'est pas encore déroulée jusqu'au bout. Le gouvernement du Canada et les pays du Groupe des sept s'attendent à ce que les Américains y contribuent avant que le rideau ne tombe sur cette ronde de discussions. Il serait donc prématuré de vous répondre, parce que nous sommes très optimistes quant à leur participation.

M. Layton: Merci au ministre d'avoir accepté de se joindre à nous, en cette journée parlementaire quelque peu bouleversante. Je voudrais lui demander une précision. Dans son exposé, il nous a expliqué que les pays qui pourraient profiter le plus de l'initiative sont principalement situés en Afrique subsaharienne. Que représente exactement cette région? Descend-elle jusqu'au sud jusqu'à des États du centre-sud comme la Zambie, ou le Botswana, par exemple, ou bien s'agit-il uniquement des États qui forment cette espèce de frontière que nous appelons le sub-Sahara?

M. Hockin: Laissez-moi vous énumérer quelques-uns de ces pays. Je ne vous en donne pas la liste complète,